

Conseil Départemental des Agenda 21 de la Gironde

Agenda 21 de réseau

Laboratoire d'innovations collectives

Rapport d'activité

juillet 2012- juillet 2013



Conseil Départemental des Agenda 21 Locaux

63 collectivités et les partenaires en réseau



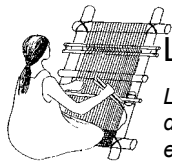


En 2013, l'Agenda 21 du réseau girondin est devenu

Laboratoire d'innovations collectives

Des éléments de culture commune : « Posture d'innovation »

Des référentiels méthodologiques de production de connaissance (problématique, hypothèses, variables, protocole, expérimentations valorisation, évaluation par les pairs, diffusion)



Le métier à tisser

Laboratoire d'intégration des transversalités essentielles pour une transition sociétale...



La paillasse

Laboratoire d'expérimentation outillé (matériel et compétences partagées) et de manipulation de ces « autres manières de travailler » ensemble...

Le microscope

Laboratoire d'analyse des nouvelles pratiques et des changements...



2013 : l'Agenda 21 de réseau devient le Laboratoire d'Innovation Collective cellule d'appui à l'innovation et à l'expérimentation

Le 10CO du Labo :

1. COnaissance
2. COopération
3. COresponsabilité
4. COncertation
5. COntroverses
6. COhésion
7. COmmunication
8. CO-conception
9. COmpétences
10. CO-évaluation



Bourse aux compétences DD

Formations actions

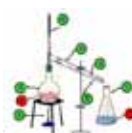
Prospective

Expérimentations territoriales

Partage et mutualisations



Mode Labo – Mode d'engagement :



Expérimentation : droit à l'erreur et à la sérendipité – Evaluation au regard des 5 finalités et des éléments déterminants du DD – Innovation - Communication, partage et diffusion – Transversalité - Parangonnage – Ouvrir et associer – Accessibilité – Enthousiasme...

15ème Comité de pilotage du Conseil Départemental des Agenda 21 locaux

Sommaire :

1- Coconcevoir et expérimenter en Gironde les transitions vers une société durable

Transition énergétique	pages 4-5
Transition écologique	pages 6-7
Transition territoriale	pages 8-9
Transition économique	pages 10-11
Transition numérique	pages 12-13
Transition sociétale.....	pages 14-21

2- Et des nouvelles manières de travailler fondées sur l'envie, la confiance, le partage et la réciprocité : la BCDD, bourse aux compétences DD en Gironde .

..... pages 22-23

3. la vie au réseau : les RDV depuis juillet 2012

..... pages 24-25

Fiche détachable de vos envies : les chantiers 2013-2014

Transition énergétique



Débat national sur la Transition Énergétique Contribution du Club Développement Durable des Elus Girondins

Préambule

Le Club Développement Durable des élus girondins est créé en 2009 et se réunit chaque trimestre sur sujets transversaux du développement durable. Ce réseau d'élus en charge du développement durable des Agenda 21 dans les collectivités (63 Agenda 21 locaux en Gironde en réseau depuis 2005), s'est étendu aux élus en charge de thématiques (aménagement, environnement, action sociale...). Ce Club compte aujourd'hui 250 membres. Les réunions s'organisent autour de témoignages d'élus et d'actes experts, publics ou privés. L'objectif est de dresser un tableau des enjeux et des questionnements : développement durable, d'examiner des projets de collectivités, pour envisager des options stratégiques et des pistes opérationnelles. Un dossier synthétique est remis en début de réunion. Il s'agit pour chaque rencontre d'identifier la « part du politique » dans les choix et stratégies de développement durable sur le territoire.

Le vendredi 12 avril 2013, le Club Développement Durable des Elus Girondins était consacré au débat sur la transition énergétique, autour de deux des questions posées par le débat national :

- Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? (évolution des modes de vie, production, consommation et transport)
- Quelles trajectoires pour atteindre le mix énergétique en 2015 ? (scenarii possibles à horizon 2030 et 2050)

Chaque question a été introduite par une table ronde de témoignages (ALEC 33, Enercoop Aquitaine, Ville du Porge, Conseil Régional d'Aquitaine, Oercca). Puis, les participants ont réfléchi à des propositions pour le débat national, propositions qu'ils ont ensuite hiérarchisées par un système de vote.

Cette contribution a été transmise aux 250 élus membres du Club DD des élus girondins pour validation et amendements. C'est la version finale post-consultation qui est remise ici.

Résumé de la contribution

La proposition du Club DD des élus girondins insiste surtout sur le partage d'une culture commune autour des questions de l'énergie et de sa maîtrise, sur la capacité des collectivités à se saisir des enjeux locaux et des choix politiques pour en faire des facteurs de développement sociaux et économiques des territoires. Il insiste ainsi sur la nécessité d'un service public de conseil en énergie.

Le Club DD des élus girondins relève la nécessité de travailler à l'échelle intercommunale : subsidiarité, complémentarité, mutualisation autant dans les actions de fonctionnement que pour les investissements. L'échelle communautaire ou l'échelle pays sont celles qui semblent pertinentes pour des stratégies locales de la transition énergétique.

Enfin, il souligne que la transition énergétique est l'affaire de tous. Il insiste bien sur la nécessité d'associer toute les forces vives du territoire, les habitants en particulier, pour mobiliser les ressources financières locales, favoriser les circuits courts « producteurs-consommateurs » à partir des ressources existantes, et développer le mix énergétique à partir d'une analyse des besoins locaux pour rompre avec la logique de l'offre.

L'enjeu promu



Débat national sur la transition énergétique Contribution du Conseil départemental des Agendas 21 de Gironde GT renforcement des solidarités écologiques dans les projets territoriaux de DD

Préambule, le contexte local

Depuis 1999, le Conseil Général (CG) de la Gironde a développé une politique de développement durable. En 2004, le CG a décidé la mise en œuvre d'un Agenda 21 local. Dans le cadre de l'Agenda 21 de la Gironde, le Conseil Général mène une dynamique territoriale de développement durable : le conseil départemental des Agendas 21 de Gironde (CDA21). Aujourd'hui le CDA21 est composé de 43 collectivités girondines et de 175 parties prenantes politiques et privées.

Depuis 2007, le Conseil départemental s'est doté d'un Agenda 21 de réseau, qui rassemble pour l'année 2012-2013, huit axes de travail collaboratifs et 20 chantiers opérationnels. Devant l'importance d'investissements collectifs : en 2012, l'objectif est de faire connaître, d'expliquer et de sensibiliser les maires de l'axe de l'action publique et de rendre compte des résultats. Il s'agit de mutualiser les temps d'apprentissage et de mobiliser l'information nationale vers les acteurs locaux, mais aussi de faire remonter l'expérience et les propositions locales vers le national. Tous les chantiers collectifs ont travaillé dans une logique de non-sécheresse, complémentarité, cohésion avec les orientations stratégiques définies au niveau national, européen, régional et régional qui sont repérées.

Depuis 2009, suite de l'adoption de l'acte de Solidarités Ecologiques au plan national dans le cadre du Conseil Départemental des Agendas 21 de Gironde, les solidarités écologiques sont au cœur du projet territorial de développement durable. Les orientations de ce projet territorial de développement durable sont les objectifs clairement et collectivement identifiés.

Différents espaces de travail contribuent à cette mission :

- 5 collectivités impliquées dans une formation-action collective et des accompagnements individuels à la territorialisation de l'axe (Enlève - l'axe) dans le cadre de l'appel à projets « renforcement des solidarités écologiques dans les Agendas 21 locaux de Gironde » sur 2012-2014
- le Groupe de Travail (GT) solidarité écologique (élaboration d'un pré-diagnostic sur les enjeux locaux de la solidarité écologique) ;
- la participation au Réseau Poles Energie 53 animé par le CSEAQ ;
- la participation à l'observatoire girondin parcellaire (Etat et CG17) ;
- la réunion intersectorielle de Conseil général de la Gironde ;
- le réseau de qualification des acteurs développement durable et développement social en partenariat avec la Fédération des centres sociaux de Gironde (2010-2011).

Enfin, l'axe 2 de l'Agenda 21 de la Gironde a placé la relation sociale et territoriale comme finalité première de son engagement dans le développement durable, en lien avec ses compétences et ses interventions auprès des habitants et des territoires. L'axe de prévention des vulnérabilités énergétiques « inscrit dans les politiques de solidarité, d'habitat et de mobilité du Conseil Général », ainsi que dans l'Agenda 21 de la Gironde à travers le Plan Climat Air Energie territorial et le groupe de travail Part de Solidarités Ecologiques du Conseil Départemental des Agendas 21 de Gironde.

¹ Le Conseil Général est déjà particulièrement engagé à travers le Plan Départemental de l'Accès au Logement des plus démunis (PMDALPD), la gestion du Fonds de Solidarité Logement Girondin (FSL), la signature de la Charte « Poles Energie 53 » ainsi que l'accompagnement au programme « Habitat rural » porté par l'Agence nationale pour l'équipement de l'Habitat (ANAH) et de la signature du Contrat Local d'Équipement (CLE). Sa action de soutien, le Conseil Général de la Gironde a développé une politique territoriale innovante : prise en charge de 10% du coût de transport scolaire, une action pour les bénéficiaires de minima sociaux, les plages d'été pour les familles, une plateforme nationale d'accompagnement prioritaire des bénéficiaires de RSA et le tarif unique sur les réseaux communaux Trans Gironde.

Les propositions

Q1 : Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ? - 51 votes

- Inscrire la transition énergétique dans une transition sociétale vers le DD - 51 votes
- Sensibiliser à la sobriété (éducation par l'exemple et retour d'expériences) - 13
- Gouvernance : impliquer les citoyens et favoriser les démarches participatives - 13
- Formation des élus, des professionnels et les habitants sur l'intérêt, les avantages et les limites des EnR - 25

Inscrire la transition énergétique dans le paysage intercommunal - 41 votes

- Aller à l'analyse des besoins et du potentiel, et de l'acceptabilité des énergies :
- Mutualiser un poste d'énergéticien entre collectivités - 14
- Coopérer entre communes pour financer les projets structurants liés aux énergies renouvelables (réseaux, unités de production...) - 10
- Coordonner les échelons territoriaux : Région, Département, Agglomération, Communautés de communes, communes. Payer pour organiser la subsidiarité et la complémentarité et permettre les économies d'échelle au niveau communal - 10
- Adosser des « Plans Climat Air Energie » aux SCoT, à mettre en avant lors de la concertation - 3
- Partager les mêmes règles aux différents niveaux de collectivités et simplifier - 2

Structurer les budgets locaux en faveur de la transition énergétique et ouvrir la mobilisation à l'investissement local - 39 votes

- Conditionner les aides aux collectivités à des critères énergétiques - 14
- Mettre en visibilité les avantages et les intérêts pour le développement local à investir dans la sobriété énergétique et dans les énergies renouvelables - 3
- Finances publiques : créer des budgets annexes pour la maîtrise de l'énergie et le développement des énergies renouvelables et calculer un taux d'effort de la collectivité en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique - 10
- Financement des énergies renouvelables et de la rénovation : faciliter le tiers investisseur, financements participatifs, une structure locale (SEM, SPL) à une échelle territoriale acceptable - 5
- Taxer les produits de construction les plus polluants et les moins performants au profit des matériaux performants - 3
- Mutualiser la valorisation des Certificats d'Économie d'Énergie - 1
- Revoir la tarification au service de l'autoconsommation - 1

Construire une boîte à outils pour accompagner les collectivités vers des stratégies locales - 37 votes

- Mettre en place un service public de l'énergie : positionnement neutre et objectif, accès aux informations sur les retours sur la performance des travaux, crédibiliser la transition énergétique - 14
- Mettre sur la nécessité du diagnostic bilan énergétique préalable à toute action avec un prestataire indépendant, en mutualisant à l'échelle intercommunale - 3
- Adopter le scénario Iteq/Art au niveau local : planification énergétique locale - 3
- Territorialisation de la formation sur les énergies renouvelables, les réseaux électriques, les concertations aux fournisseurs d'énergie (et capacités de négociation) - 3
- Négocier lors des renouvellements de concessions publiques avec les fournisseurs d'énergie (mutualiser les réflexions et les démarches) - 1

NB : les propositions ont été classées en petit groupe suite à une table ronde (Région Aquitaine, DREAL, ALEC33, Association Négawatt et OERCCA). Chaque participant avait voté 3 propositions pour identifier ses 3 priorités parmi l'ensemble des propositions.

Club DD des élus girondins - Débat de la transition énergétique du 12 avril 2013. MA21-C033. P. 2

Les propositions

1. Vers une approche intégrée des vulnérabilités énergétiques à partir de l'expérience vécue par les ménages : passer de la notion de précarité énergétique (logement) à celle de vulnérabilités énergétiques résidentielles (logement + mobilité)

« C'est la notion de « coût résidentiel » : cumul du coût du logement, charges comprises, et du coût de la mobilité selon la commune de résidence, qui est majeur. Il faut permettre pour analyser des réalités sociales et territoriales croissantes, dont la précarité énergétique est la synthèse »
UNCCAS, 27-03-2013

« La vulnérabilité est une situation de tension qui peut aboutir à une situation de précarité, ou cette tension à l'ère des contreparties réelles sur le ménage »
« Spatialement, la vulnérabilité potentielle est la plus forte chez les ménages de proximité, car ceux sont eux qui paieront le plus de leur quotidien et qui ont en conséquence les dépenses de carburant les plus élevées »
« Ce ne sont pas forcément les ménages les plus modestes qui sont les plus exposés à une hausse du prix du pétrole »
(CGDD 2009)

Ce que nous disent les concertations citoyennes :

En 2013, les concertations autour du Plan Départemental de l'Habitat et du Livre blanc des Mobilités confirment la pertinence de cette approche, verbatim :

- « Au-delà d'être mal logé, des difficultés pour habiter son logement, des problèmes de qualité du bâti, liés à l'isolation et au chauffage des habitations : »
- « J'aimerais un logement où il ne pleut pas, quelque chose de décent »
- « En quatre mois j'ai dû payer 1700€ à EDF, tout était existait dans l'appartement, il y avait un vrai problème d'isolation »
- « Il y a aussi des problèmes de chauffage. On nous met des radiateurs électriques, sans programme. Et ce sont des grille-pain »

La mobilité, un coût qui s'ajoute au logement

Des territoires enclavés et mal desservis alors que le manque d'équipements oblige à des déplacements importants. La dépendance à la voiture est inévitable, il n'est pas évident qu'elle représente un cas bien identifié :

- « Les transports pour nous c'est un gros budget, il faut toujours une voiture »
- « Même si on habite en ville, souvent, la différence de loyer est tellement faible que tout est bouffé par le prix de l'utilisation de la voiture »
- « Les habitants ont une vision globale des dépenses induites par le choix du lieu d'habitation. Pour certains, les difficultés financières les limitent déjà dans leur déplacement »
- « Ça coûte quand même cher. Nous, on ne sert pas, parce que ça coûte trop cher. On voudrait pour les enfants, mais financièrement ce n'est pas possible »

ENRIS, Élaboration de PCIL, Contribution citoyenne, table de concertation, C033, 2013 et Forêt de citoyens, M030, C033, 2013

Transition énergétique

Quoi ? Contributions écrites des acteurs girondins dans le cadre d'un débat décentralisé en Région sur la transition énergétique.

Pourquoi ? Mobiliser les acteurs du CDA21 pour alimenter le débat national sur l'avenir énergétique de la France et s'interroger collectivement sur les incidences et les leviers de la transition énergétique au local.

Qui ? En Gironde : Centre Condorcet à Pessac et Conseil Général de la Gironde

Où ? Elus du Club DD des élus girondins et membres du groupe de travail «Solidarités écologiques» du Conseil Départemental des Agenda 21 locaux.

Quand ? avril-mai 2013

Comment ? Débat avec les élus autour de deux questions sur l'atteinte du mix énergétique et l'efficacité et la sobriété énergétique. Contribution collective transmise pour validation aux 280 membres du Club DD des élus girondins.

Et maintenant ? Intégrer ces contributions et approfondir dans le cadre de l'accompagnement opérationnel de territoires en transition en Gironde.

The image shows a screenshot of a website for a national energy transition debate. The main content area features a large graphic with a lightbulb containing a landscape with wind turbines and solar panels. The text reads: "Aquitaines, Aquitains, rassemblons nos énergies pour imaginer celles de demain !" and "débat national transition énergétique". Below this, it asks "Pourquoi un débat ? Qu'en avez-vous pensé ?" and provides links to find more information. A video player is visible with the text "Lire la vidéo". At the bottom, it says "4 GRANDES QUESTIONS". The website has a navigation menu on the left with categories like "Actualités", "Politiques régionales", "Développement durable", and "Actualités". On the right, there is a "Conseil régional" section with a "Direct assemblée" menu and a "Salle de presse" section. A "Offres d'emploi" section is also present, with a call to action: "Travailler plus près de chez vous c'est possible !" and "Participez à notre enquête régionale !". Logos for "tiere (en) (x)", "AN", and "Annonce Région" are visible at the bottom right.

Transition écologique

Qualité de l'air dans les écoles

Quoi ? Sensibiliser et expérimenter des pratiques prenant en compte la qualité de l'air : achats responsables, sensibilisation des usagers et des personnels, modalités d'entretien ou de construction des bâtiments...

Pourquoi ? La qualité de l'air intérieur est un sujet de santé publique. Une nouvelle réglementation qui s'imposera dès 2015 dans les crèches et écoles maternelles. La sensibilisation et l'accompagnement sont une priorité.

Qui ? L'ADEME et le Conseil Général pilotent cette action, avec l'Association HSEN (initiateur de l'action), l'Association des Acheteurs Aquitains Responsables et l'Agence Régionale de la Santé. Elle mobilise une quinzaine de collectivités. Accueil du réseau Ecolo-crèche (Atelier Méditerranéen de l'environnement).

Où ? Cette action concerne les établissements qui reçoivent les enfants : crèches, écoles maternelles et primaires, collèges, centres de loisirs... et peut s'étendre à tous les établissements recevant du public (ERP).

Quand ? Mai 2012 : Club DD des Elus sur les écoles saines et durables ; Mai à septembre 2012 : campagne de presse (+100 publications locales à nationales) ; Mars et avril 2013 : réunions sur les achats publics et coopératives scolaires.

Comment ? Dorénavant, les collectivités achètent les fournitures des écoles. Ce passage «d'une dotation aux écoles» vers des «achats publics» est l'occasion d'intégrer des critères santé-environnement dans les marchés publics et de sensibiliser enseignants et gestionnaires des bâtiments.

Et maintenant ? La priorité est d'accompagner l'évolution des marchés publics. L'appui des coopératives scolaires ou d'associations de parents d'élèves est à conforter.

ÉMISSIONS DANS L'AIR INTÉRIEUR

Illustration d'une maison avec des personnes à l'intérieur et des particules dans l'air.

Grades de qualité de l'air : **A+**, **A**, **B**, **C**

Principaux labels

Blanc Engel Mobilier de bureau Panneaux pauvres en émissions	Ecolabel Européen Matériaux Textiles
Milieukeur Meubles	FSC/PEFC Origine légale et gestion durable des forêts
NF environnement Ameublement	Oeko-Tex® Standard 100 Textiles
Nordic Ecolabel Mobilier et rembourrages Textiles	Certi-PUR Mousses de rembourrage PUR
Cradle to Cradle Biar	

http://www.cartable-sain-durable.fr/

Plan régional PRSE 2 Aquitaine Santé environnement 2009-2013

Construire sain
Guide à l'usage des maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre pour la construction et la rénovation
Novembre 2011

Cahier d'expériences écolégers n°2
Conseil Départemental des Aquitains 21 lycées en Gironda

Santé - Environnement : ce que peuvent faire les collectivités
Conseil Départemental des Aquitains 21 Lycées
57 collectivités et les performances en action

LE CARTABLE SAIN
10 conseils à la fois faciles et efficaces

LES ARTICLES DE PAPETERIE
Choisir au mieux... rester à la page

LES COLLER
Brevets localisés sur les adhésifs

Transition écologique

Atelier Biodiversité, nature en ville et gestion écologiques des espaces publics

Quoi ? Un appel à intérêt lancé en 2012 pour les collectivités du réseau : modifier ses pratiques sur l'espace public et co-concevoir la nature en ville et en village !

Pourquoi ? A partir du questionnement des perceptions des habitants, des élus, des services techniques, il s'agit d'identifier et d'expérimenter les leviers pour l'acceptabilité de modes de gestion entraînant un paysage moins habituel.

Qui ? Le Conseil Général, la CUB, le FREDON, le SMICVAL pilotent ces travaux qui mobilisent les services techniques et développement durable d'une vingtaine de collectivités.

Où ? Tous les types d'espaces publics ont été étudiés, sur 4 collectivités supports des travaux collectifs : CDC de Montesquieu, Gujan Mestras, Pessac, Saint Médard en Jalles ; 4 sites visités : Blanquefort (La Vacherie), Floirac (Coté Sciences), Bordeaux (la caserne Niels), Le Bouscat.

Quand ? 4 réunions : mars, juin, octobre et décembre 2012.
Publication de «la Grelinette», cahier d'expériences girondines en mai 2013.

Comment ? Deux temps forts par journée : la matinée pour la découverte d'un site et d'une expérience significative ; l'après-midi pour des ateliers pratiques autour des projets des 4 collectivités supports aux travaux collectifs.

Et maintenant ? En 2013, 2 collectivités seront supports des travaux collectifs : Floirac et Saint-Seurin-sur-l'Isle (formation des jardiniers, de leur encadrement et des élus). Hsen, Double Crème et Alpage seront les animateurs techniques de nos travaux. Un partenariat avec le label Villes et Villages Fleuris s'ouvre en 2013.



Transition territoriale

Expérimentations territoriales pour approfondir : Agenda 21 et Aménagement Durable

Quoi ? 4 collectivités retenues à l'appel à projet 2012 pour approfondir le contenu durable des politiques d'aménagement et d'urbanisme, selon le référentiel des Agenda 21 locaux. Elles bénéficient d'un accompagnement collectif de type « formation action ».

Pourquoi ? L'évaluation de l'appel à projets 2009-2012 a montré des insuffisances en matière d'intégration des enjeux d'aménagement. Il s'agit de tester le référentiel aménagement durable du CDA21 à des projets opérationnels locaux.

Qui ? Pays de la Haute Gironde (projet SCOT) ; Bassens (renouvellement urbain du quartier Jacques Prévert) ; Mérignac (construction d'un référentiel d'évaluation d'aménagement durable) ; le Taillan Médoc (aménagement d'un quartier).

Où ? Le cabinet Re-Resources est le formateur, appuyé par le CETE Sud Ouest, et sous le pilotage de la DREAL, de la CUB et du Conseil Général de la Gironde. Co-financement DREAL Aquitaine et CG33.

Quand ? L'appel à projet est lancé en avril 2012 ; les résultats sont délibérés en octobre 2012 ; le cycle de formation – action est lancé en décembre 2012, au rythme d'une journée par mois.

Comment ? L'accompagnement est triple : cofinancement du poste de chargé de mission Agenda 21, étude du projet dans le cadre de la formation action collective, appui individuel selon les besoins par le CETE Sud Ouest.

Et maintenant ? Les projets se précisent et sont approfondis lors des journées de formation action. Des visites de terrain et, des échanges d'expériences vont alimenter les travaux jusqu'en décembre 2014.

Communauté de Communes du REOLAIS

- Connecter le quartier au territoire et répondre aux besoins des habitants : (ré)aménagement d'axes routiers, desserte en transports collectifs
- Réduire la place de la voiture : aménagement valorisant les déplacements doux (cycles et piétons)
- Création d'ambiances urbaines facilitant la cohésion des différents modes de transports

4 - Cartographie
Caractéristiques urbaines du territoire

Passage LHT : risque sur 50 m / urbanisation

TC < 300 m

Emprise bât (%)
Emprise accès et voirie (%)
Espace libre (%)

Réduire la place de la voiture, Taillan Médoc), parking sous et parkings hors des logements

Direction régionale de l'Équipement, de l'Aménagement et du Logement

Transition économique



Guide pour des manifestations responsables



Transition économique

Quoi ? Après avoir accompagné pendant 5 ans les organisateurs d'événements, le réseau se tourne vers la structuration de l'offre de prestations pour les organisateurs « d'événements responsables ».

Pourquoi ? Il s'agit de faire émerger une offre girondine à forte valeur ajoutée environnementale et sociale, coordonnée pour faciliter le passage à l'acte des organisateurs d'événements.

Qui ? L'ADEME et le Conseil Général pilotent ce chantier, appuyés par ATIS – la fabrique à initiatives et l'association Meduli Nature. Les sociétés Ecocup (gobelets), AGGELOS (communication), UNIKEKO (vaisselle recyclable) et les associations Bellibule (communication), et Ioland (Toilettes sèches) sont parties prenantes de la création de la coopérative. Les Girondins de Bordeaux, Music Action sont parties prenantes, comme quelques collectivités du réseau, à la création de la coopérative.

Quand ? Mars 2011 : étude d'opportunité est menée par ATIS ; Décembre 2012 : Appel à manifestation d'intérêt ; février 2013 : étude de faisabilité ; Eté 2013 : campagne de communication pour annoncer sa gestation.

Comment ? Ateliers de travail et étude de faisabilité pour à recenser les besoins, attentes et capacité d'investissement des prestataires, de leurs clients potentiels, des collectivités, et futur salarié.

Et maintenant ? La campagne estivale de communication sur la démarche collective démarre. Selon les résultats de l'étude de faisabilité, la coopérative pourrait émerger début 2014.



Transition numérique

L'espace collaboratif du réseau

Quoi ? Une plate-forme de travail collaboratif : calendrier partagé, supports de présentation, compte-rendus, ressources documentaires, actualités, veille partagée...

Pourquoi ? Centraliser tous les outils liés à la vie du labo d'innovations collectives – A21 de réseau. L'EC permet à tout moment la recherche d'informations sur les chantiers en cours et garde ainsi mémoire de la vie du réseau.

Qui ? L'ensemble des membres du réseau : 63 collectivités et 230 parties prenantes publiques et privées. Plus de 1000 identifiants individuels.

Où ? http://www.gironde.fr/jcms/c_6210/internet-acces-extranet

Quand ? A tout moment !

Comment ? Sur simple demande auprès de la mission Agenda 21 du CG33, dgsd-agenda21@cg33.fr, un identifiant peut vous être créé.

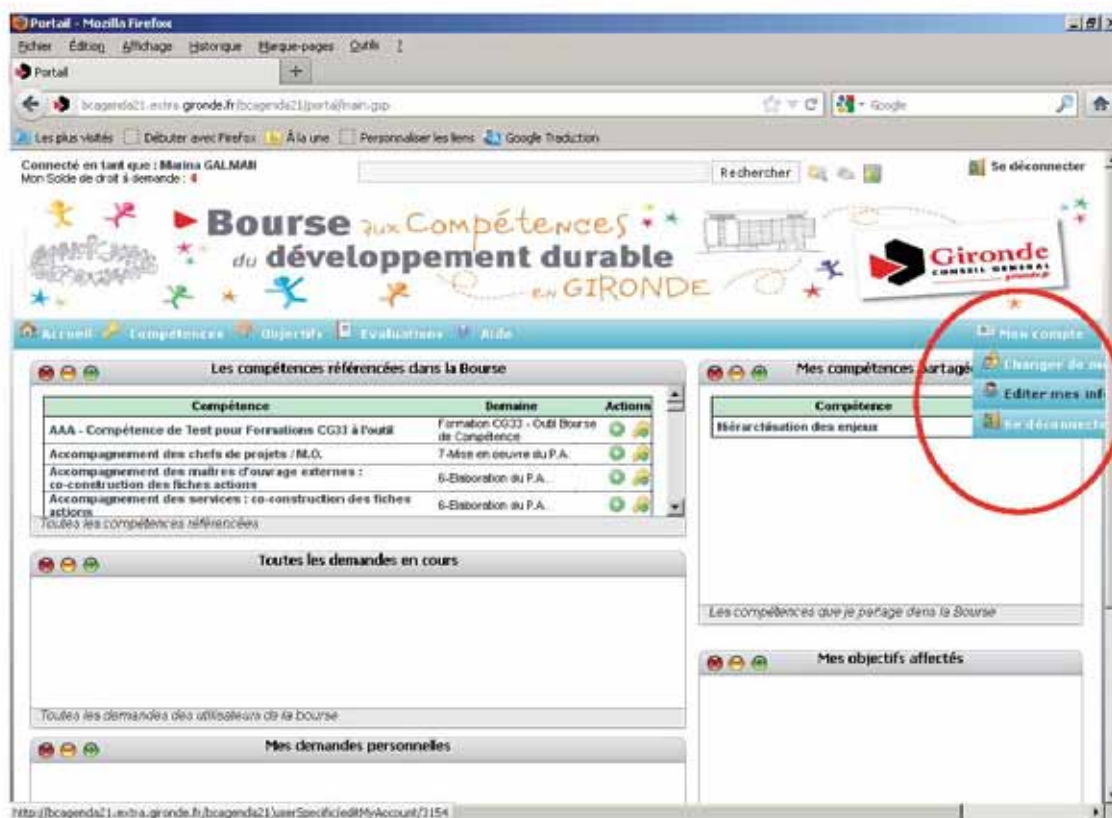
Et maintenant ? Utilisez-le !
Consultations, contributions, nous vous accompagnons !



Transition numérique

La bourse aux compétences DD

- Quoi ?** Un outil ergonomique (système expert multi-agents) pour organiser l'échange et la montée en compétences individuelles et collectives nécessaires aux projets territoriaux de développement durable en Gironde (système d'échange local, SEL de nous).
- Pourquoi ?** Pour favoriser la transmission des savoir-faire, permettre la mise en lien et la pérennisation des savoirs au sein du réseau et obtenir une collaboration accrue des acteurs dans une dynamique de réciprocité
- Qui ?** 17 chargés de mission (Artigues près Bdx, Bassens, Bruges, CdC Estuaire, Créonnais et Réolais, CALI, CG33, Floirac, Gujan Mestras, Mérignac, Pays Haute Gironde, Pessac, Villenave d'Ornon et Talence), un groupement de cabinets XPS-RCT pour accompagner le GT dans ses réflexions et un développeur pour traduire les orientations validées en GT et concevoir un outil simple, accessible et appropriable par ses potentiels utilisateurs.
- Où ?**
- Quand ?** GT lancé en 2010 avec le projet FEDER : 3 rencontres en mai/juin 2012 pour l'élaboration du référentiel, des devoirs d'été et 4 ateliers informatiques à l'automne 2012 pour tester et s'approprier l'interface développée.
- Comment ?** Des ateliers de réflexion et d'échanges à partir de retours d'expériences et de la vie du réseau pour construire un système basé sur l'envie, le partage, la réciprocité et l'apprentissage collectif (charte). Des échanges actifs.
- Et maintenant ?** Le déploiement de la bourse aux compétences à tous les membres publics et privés du réseau CDA21 dans un premier temps, à tous les girondins à moyen terme.



Transition sociétale

Séminaires d'Exploration des controverses SEC

Quoi ? Modules de formations pour un DD à destination des acteurs du monde éducatif. Travail sur les représentations et développer le sens critique autour des finalités du DD, pour prendre en compte ces enjeux dans le cadre de sa pratique professionnelle.

Pourquoi ? L'objectif des SEC est de favoriser une culture commune du développement durable auprès des acteurs éducatifs locaux et d'encourager l'émergence de projets territoriaux d'éducation pour un DD pour tous.

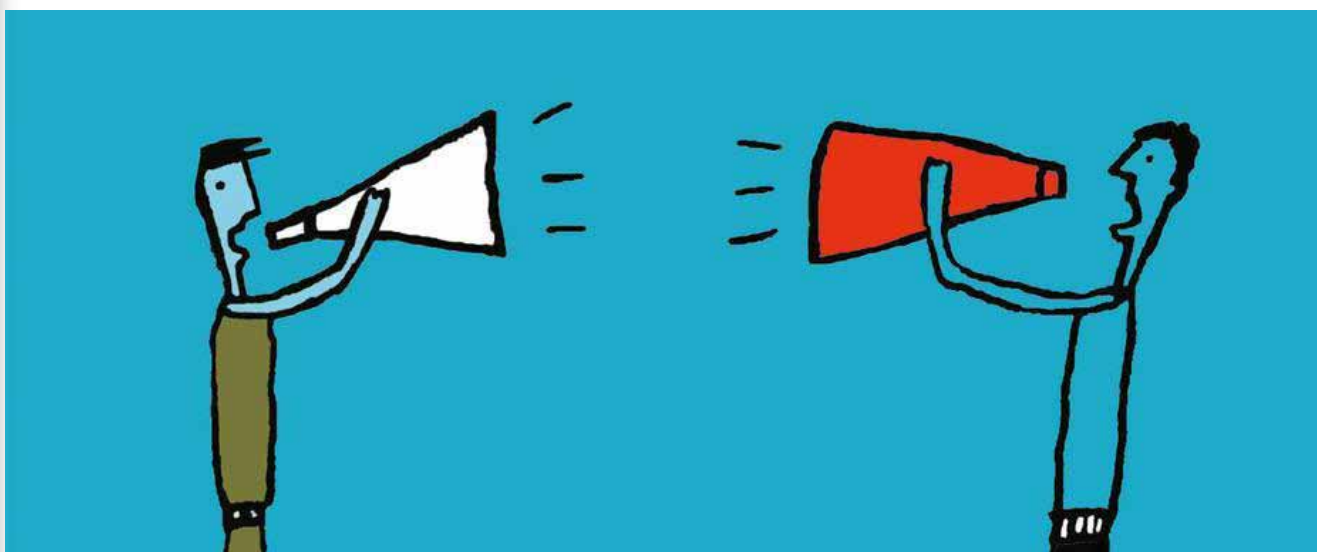
Qui ? Les sessions ont été conçues et animées par le Graine Aquitaine en partenariat avec les Petits débrouillards et la Ligue de l'Enseignement. Les participants sont des animateurs, des associatifs, des agents de collectivités et des élus.

Où ? Sur l'ensemble du territoire girondin : quatre territoires accueillants (sur les secteurs des Pôles Jeunesses Territoriaux du Conseil général): Médoc, Haute-Gironde-Libour-nais, Sud Gironde et Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre.

Quand ? Les séminaires d'exploration de controverses se sont tenus d'avril 2012 à mars 2013.

Comment ? Un SEC se déroule sur trois 1/2 j. Au travers d'une animation par le débat et de rencontres avec des « experts », les participants sont invités à répondre à la controverse : « développement durable : nécessité ou imposture ? » ; avant de questionner leurs pratiques et projets.

Et maintenant ? Après une évaluation très encourageante, deux nouvelles sessions se tiendront fin 2013 et début 2014. Un carnet d'expérience accompagné d'un film témoignage sont prévus en 2014.



Transition sociétale

Ancrage territorial de l'Éducation pour un Développement durable pour tous

Quoi ? Co-construction de programmes d'actions territoriaux d'EDD et un co-portage par les collectivités et les acteurs de leur territoire.

Pourquoi ? Pour se connaître, partager, construire ensemble et donner la possibilité au plus grand nombre d'avoir accès à une sensibilisation et de l'éducation pour un développement durable (décennie UNESCO / EDD 2005-2015).

Qui ? Graine Aquitaine et la Ligue de l'Enseignement ont accompagné la CdC du Réolais et la commune de Saint Aubin de Médoc en mobilisant les acteurs volontaires des deux territoires.

Où ? Sur les territoires de la CdC du Réolais et de la commune de Saint Aubin de Médoc.

Quand ? De février 2012 à mars 2013

Comment ? Réalisation d'un diagnostic territorial d'EDD partagé, sur la base d'entretiens individuels et de rencontres entre les acteurs locaux. Co-construction d'un plan d'action d'EDD dans le cadre d'ateliers animés par les associations.

Et maintenant ? Les programmes d'actions sont en cours de mise en œuvre par les parties prenantes.



Transition sociétale

Le profil DD de la Gironde

Ressourcerie Datalocale
Portail Mutualisé de données locales ouvertes

Le projet | Ressources | Usages | Sources | Actus | Contact | **Datavisualisation**

Actualité • Datavisualisation

Visualisation de l'indice de gouvernance

Aquitaine

Cette représentation des données assemblées au sein de l'indice de gouvernance vous permet de prendre connaissance de l'indice de chaque département de la métropole. Vous pouvez faire **défiler les images** des départements ou utiliser le **champ de sélection par région** à droite pour restreindre la liste. Cliquez ensuite sur l'image du département pour visualiser ci-dessous sous forme graphique et interactive ses résultats.

Moyenne nationale | Valeur du département Gironde

Indice de gouvernance : 37.36%

Thématiques	Valeur thématique
Démocratie locale	40.00
Citoyenneté et droits civiques	45.25
Secteurs économiques et territoriaux	28.50

VOS CRITÈRES

- Je me sens encadré lorsque je donne mon avis sur les décisions publiques qui me concernent
- Je fais confiance aux pouvoirs publics pour améliorer le bien-être de tous
- Je pense que mon implication peut améliorer les choses...
- Plutôt pas d'accord
- Je suis intéressé par les décisions qui me concernent

24

Innovation du premier rapport de développement durable du Conseil Général en 2011, le profil DD de la Gironde présente, en 8 indicateurs, la situation du département au regard du développement durable. Il constitue les fondements d'un tableau de bord du « en quoi c'est mieux ? » pour la Gironde et pour la qualité de vie des Girondins.

Profil Développement Durable 2011:

Finalité de l'Agenda 21 et les éléments déterminants de la démarche	Intitulé de l'indicateur synthétique de développement durable	Situation développement durable de la Gironde	Commentaires
Cohésion sociale et solidarité entre les territoires et entre générations	Indice de Santé Sociale Départementale		Tendance légèrement plus favorable en Gironde que la tendance nationale. Evolution favorable de 2005 à 2006.
Epanouissement de tous les êtres humains	Indice de bien être humain		Gironde = 58,50/100 Moyenne des départements français = 57,70/100
Lutte contre le changement climatique et protection de l'atmosphère	Indice de vulnérabilité du territoire face au changement climatique <small>!! Attention pour cet indice, plus le chiffre est élevé, moins la situation est bonne!!</small>		Gironde = 36,72/100 Moyenne des départements français = 30,17/100
Préservation de la biodiversité, protection de milieu et des ressources	Indice de qualité de l'environnement et de préservation des écosystèmes		Gironde = 40,03/100 Moyenne des départements français = 41,49/100
Dynamiques de développement suivant des modes de consommation responsables	Indice de consommation et production responsables		Gironde = 49,56/100 Moyenne des départements français = 42,07/100
Éléments déterminants de la démarche	Indice de gouvernance		Moyenne des cantons de la Gironde = 41,3/100 Pas de données nationales

Le temps des indicateurs financiers est révolu

ENTRETIEN Pour le professeur Jean Gadrey, il y a d'autres indicateurs que le seul PIB et surtout d'autres experts que les économistes pour évaluer la richesse d'un territoire



Jean Gadrey, économiste

BIO EXPRESS Jean Gadrey, 67 ans, est professeur émérite d'économie à l'Université de Lille. Très critique à l'égard du libéralisme, il est membre du Conseil scientifique d'Attac et collabore à « Alternatives Économiques » et « Politis ». Il travaille depuis plusieurs années sur la recherche de nouveaux indicateurs de richesse.

PROPOS RECUEILLIS PAR BENOT LASSERRE
benot@ledebat.fr

« Sud Ouest » : Après avoir émis plusieurs réserves, vous avez participé aux travaux de la commission Sigitz. Pouvez-vous nous rappeler quelle était sa vocation et ce qui entrevenait vos réserves ?
Jean Gadrey : La commission Sigitz, du nom du prix Nobel de l'économie Joseph Sigitz et composée de plusieurs économistes anglosaxons, a été nommée début 2008 par le pré-

sident de la République. Elle a travaillé jusqu'en septembre 2009, date à laquelle elle a remis un énorme rapport. Son objectif était de donner à la France mais aussi d'autres pays d'indicateurs représentatifs du progrès social et du développement durable que le seul et traditionnel PIB (produit intérieur brut) qui se trompe souvent sur le sens du progrès. Les résultats de cette commission sont intéressants et confirment les critiques formulées depuis de nombreuses années par des chercheurs, des associations ou des ONG, à savoir que le PIB ne dit rien du bien-être des citoyens ou du développement durable, et qu'il faut donc se doter d'indicateurs multiples.

Mes réserves du début se sont confirmées par la suite. Avec le collectif FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse) nous disions qu'il n'était pas pertinent de confier à des seuls experts économiques le soin de définir des indicateurs de bien-être et qu'il fallait associer des personnes de la société civile, des ONG, ou du monde associatif. Cela a pu être fait et marque selon moi une limite sérieuse au travail qui a été fait.

Pour le citoyen lambda, qu'est-ce que change le travail de la commission ?
Les institutions statistiques comme l'Insee ou l'OCDE s'en sont saisies et ont fait des choses intéressantes. Mais, au niveau de la sphère politique et médiatique, donc plus grand public, je vous concède qu'il n'y a pas eu de grande percée.

Il est bien regrettable, car quand on voit la situation catastrophique de l'Europe, on peut penser que si elle s'était dotée à temps d'indicateurs sociaux ou environnementaux, elle serait plus attachée qu'avec ses seuls indicateurs financiers actuels.

« Ce que vous reprochez à cette commission, c'est de ne juger que sur le seul aspect comptable des choses ? »
En fait, les membres de la commission ont voulu prendre en compte les aspects sociaux ou environnementaux mais toujours avec un point de vue d'économistes, donc limités. Alors que, prenons un seul exemple significatif, la Fondation Abbé-Pierre est celle qui, en France, produit les chiffres les plus intéressants sur le paupérisme. C'est le signe que les économistes n'ont pas le monopole des indicateurs.

« Il n'était pas pertinent de confier à des seuls experts économiques le soin de définir des indicateurs de bien-être »

Pour poser la question plus brièvement, les indicateurs ne posent-ils pas comme question : « combien ça coûte ? »
OUI. Ou quelle valeur ajoutée ou quel chiffre d'affaires cela génère ? Pour tant, quand vous croisez quelqu'un qui vous parle de la santé, de la qualité de vie, de sa famille. Il ce doit être redoublé par de nouveaux indicateurs.

Mais, plus précisément, quels pourraient être ces nouveaux indicateurs ?
Et bien, par exemple un indicateur d'empreinte écologique, de pauvreté, de mal logement, d'habitat en très mauvaise forme. Il y a moyen de fournir des indicateurs de bonne qualité. À condition que la décision

finale qui apparaît comes aux politiques soit d'abord légitime par un débat public et citoyen. Tout ceci est certes complexe à mettre en place. Il faut se situer entre l'hyper-complexité et l'hyper-simplification. Il faut bien sûr pas question de supprimer le PIB pour un seul indicateur sur l'ensemble de la qualité de vie. La solution ne passe pas par un indicateur unique ni par un tableau à ces indicateurs que personne ne comprendra et qui mettra toute participation citoyenne.

Le meilleur indicateur n'est-ce pas de mesurer le bonheur des gens ?
C'est une orientation qu'on trouve très rapidement dans les hebdomadaires de faits et sondages pour savoir où vont le monde en France. C'est pas sans intérêt mais comment interpréter ensuite ces résultats ? Et que peut-on en faire plus que ça ? En quoi cela peut-il aider les politiciens à prendre des grandes décisions sur l'éducation ou l'environnement ? Non ne remplacé, selon moi, des indicateurs plus objectifs, ceux qui portent par exemple sur leur espérance de vie, leur degré de maîtrise d'un certain nombre de savoirs, leur niveau de dépenses ou de consommation énergétique. Cela permet aux politiques de prendre des décisions.

Que pensez-vous des indicateurs mis en place par le département de la Gironde ?
Je suis très intéressé par ce travail associé aux travaux du FAIR. La Gironde est le premier département qui se lance dans des indicateurs de cette qualité. J'espère que d'autres départements se saisissent de cet exemple. Par pour faire du copier-coller, car chaque territoire a sa spécificité, mais pour s'en inspirer et principal intérêt du travail girondin, ces débats forum, et aussi, pour une approximation plus large par la population.

Sud Ouest - 9 oct 2011

Transition sociétale

Territorialisation du Profil DD 33 Nouveaux indicateurs de richesse

Quoi ? Un référentiel de 6 indices de développement durable : au regard des 5 finalités de cadre de référence des Agenda 21 locaux et de la gouvernance.

Pourquoi ? Besoin de positionner une boussole du progrès construite collectivement, besoin de bénéficier de repères permettant de mesurer les trajectoires vers une société durable, besoin de constater la durabilité des territoires en Agenda 21

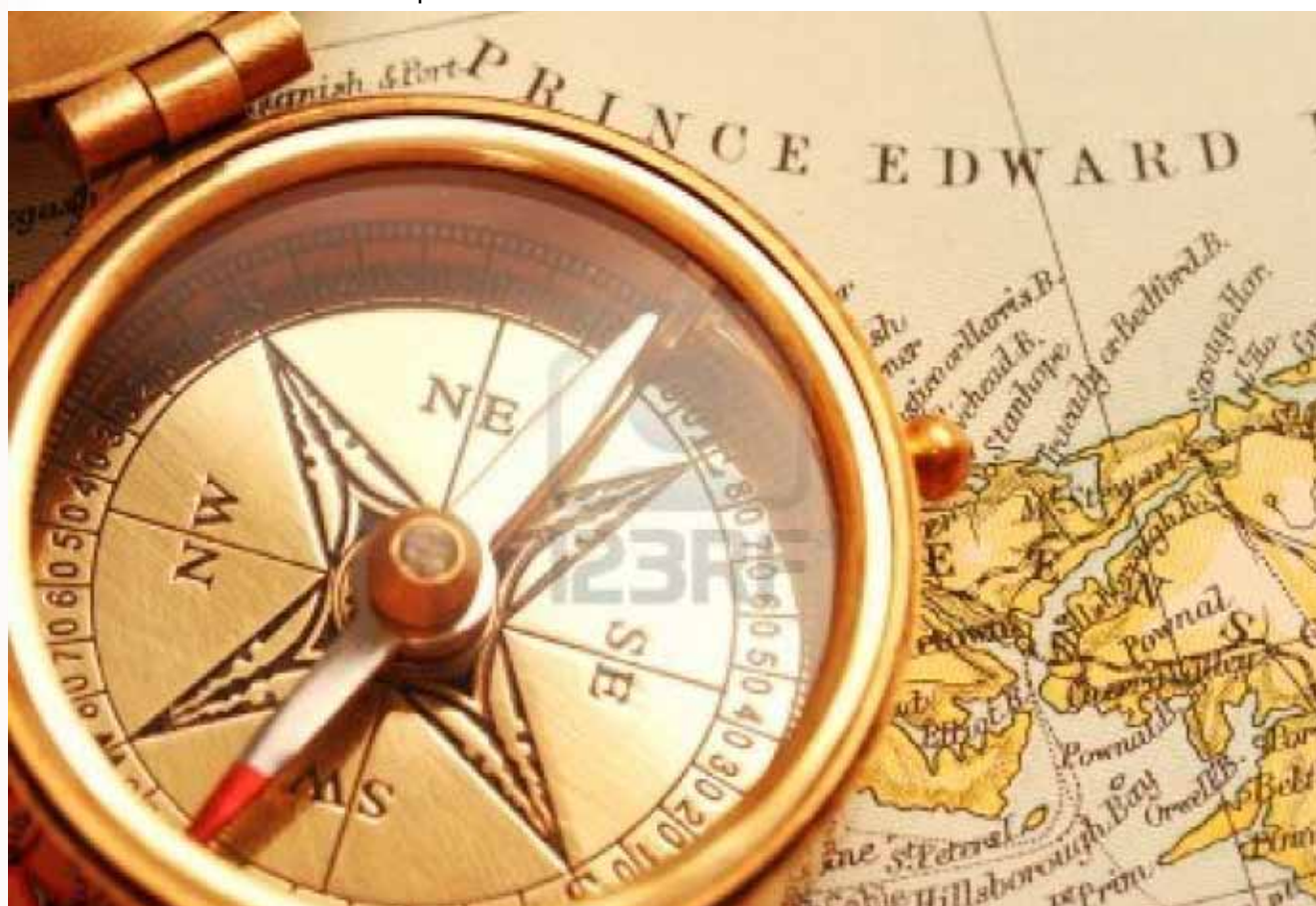
Qui ? Près de 600 acteurs mobilisés sur les champs thématiques et 3 stagiaires parmi les meilleures au monde : Elodie ALBUCHER, Emilie Quérard et Hélène PAUILLAC.

Où ? Le Profil a été calculé à ce jour pour tous les départements métropolitains. Il est hébergé sur la « Ressourcerie DataLocale ». L'indice de gouvernance est accessible en datavisualisation participative.

Quand ? Travail initié en 2008. Première version du Profil publié en octobre 2011 à l'occasion du premier rapport DD du Conseil général.

Comment ? Une démarche itérative et participative initiée en parallèle des travaux d'expérimentation du Référentiel national d'évaluation des Agenda 21. Des experts nationaux ont été associés au même titre que des acteurs locaux pour définir une vision commune de «ce qui compte vraiment».

Et maintenant ? Un travail est engagé pour territorialiser le Profil pour les territoires girondins. Devant le succès de la datavisualisation de l'indice de gouvernance, il pourrait être envisagé de mettre en visualisation le profil territorialisé.



Transition sociétale

GT Ancrage territorial de la Responsabilité Sociétale des Organisations

Quoi ? Groupe de travail multi-acteurs et multi-niveaux pour approfondir les articulations entre les obligations réglementaires nouvelles (Rapport annuel de DD) et les démarches volontaristes (Agenda 21, ISO 26000).

Pourquoi ? Pour que chaque organisation, publique ou privée, puisse situer sa démarche de RSO au regard de sa contribution aux enjeux locaux, nationaux et internationaux du DD dans une perspective de coresponsabilité.

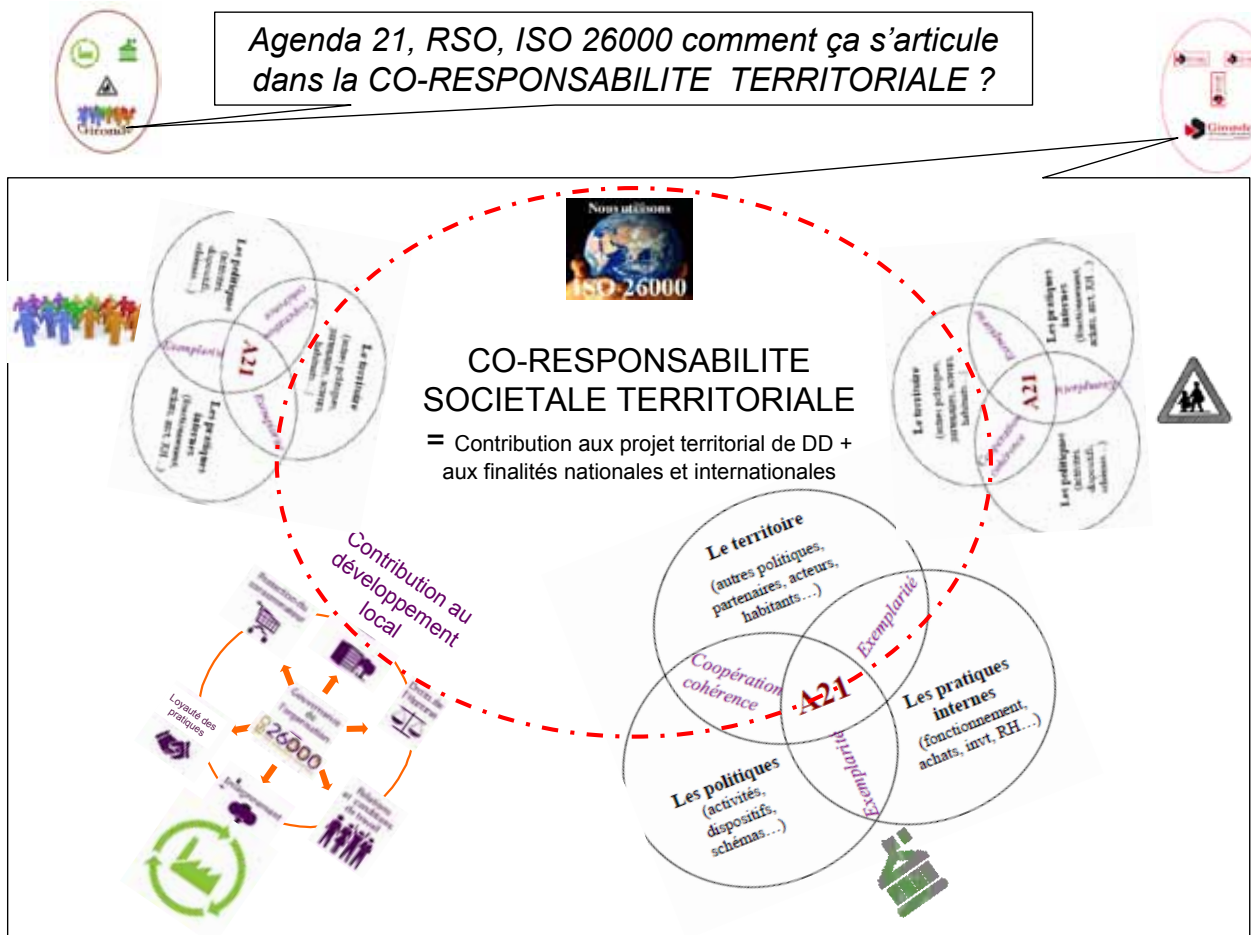
Qui ? 56 participants publics (Ministère DD, DREAL, DRDJSCS, CRA, CUB, CG33, Bordeaux, Pessac, Mérignac, CALI, SMICVAL) et privés (AFNOR, Véolia eau et propreté, REPER, Bureaux d'étude, Coop de France, Plateforme ISO 26000, SFE). Partage avec les autres départements de la Région.

Où ? En Gironde : au Conseil Général de la Gironde

Quand ? GT lancé en 2011. 3 rencontres entre juillet 2012 et juillet 2013.

Comment ? Un atelier de réflexion et d'échanges entre acteurs privés et acteurs publics. Co-rédaction d'une problématique commune de l'ancrage territorial de la RSO + cahier des charges pour des indicateurs de contribution.

Et maintenant ? Un chantier de recherche-action accompagné par Planète Publique pour définir un modèle d'évaluation de la part de chacun dans l'atteinte des objectifs locaux et supra (indicateurs de contribution).



Transition sociétale

Atelier Coresponsabilité sociétale, Agenda 21 de demain

- Quoi ?** Territorialisation du chantier national «Agenda 21 de demain». 3 journées d'atelier de co-conception d'une vision prospective de la coresponsabilité sociétale en Gironde en 2033.
- Pourquoi ?** Construire une vision partageable et enthousiasmante de la coresponsabilité sociétale en Gironde en 2033 pour que les acteurs publics et privés de Gironde aient envie d'y contribuer et de la mettre en oeuvre.
- Qui ?** 20 participants publics (DREAL, DRDJSCS, CRA, CUB, CG33, Pessac, Mérignac, CDC de Montesquieu, SMICVAL) et privés (AFNOR, ADAM, Aggelos, Darwin Ecosystème, KORDD, La fabrique à initiatives ATIS, Véolia propreté, La Poste) accompagnés par Strategic Design Scenario, SDS.
- Où ?** En Gironde : au Conseil Général de la Gironde et dans les locaux de Darwin Ecosystème (Bordeaux Bastide)
- Quand ?** Chantier lancé en 2011 par l'Observatoire National des Agenda 21 locaux. 3 visions pour RIO +20 présentées en 2012. 3 territoires d'expérimentation volontaires en 2013. 3 journées d'atelier en Gironde en mai et juin.
- Comment ?** Un atelier de coconception : partage des défis de la Gironde, visions des possibles et des souhaitables, déconstruction et reconstruction des scénarios nationaux, coconception d'un film pour partager la vision.
- Et maintenant ?** Un atelier de transformation à partir du troisième trimestre 2013 accompagné par le Conseil de l'Europe et le Ministère en charge du DD : tous pour le bien-être de tous !



Transition sociétale

La part du politique
Club DD des élus girondins

Quoi ? Un club DD pour les élus girondins : une rencontre trimestrielle sur un thème co-défini réservée aux élus seuls ou accompagnés.

Pourquoi ? Identifier la «part du politique» dans les stratégies locales pour un développement durable. Entre le règlementaire et le projet intégré ambitieux, aider les élus à mettre le curseur des choix au local en détechnicisant le débat.

Qui ? 280 élus membres du Club DD des élus girondins : maires, adjoints, conseillers municipaux, conseillers généraux, conseillers régionaux et parlementaires.

Où ? Au centre Condorcet.

Quand ? Tous les 3 mois.

Comment ? Chaque thème est défini ensemble. Lors des séquences, les élus disposent d'un dossier participant complet. Les points mis au débat sont présentés par des élus d'ici et d'ailleurs en tables rondes. Depuis 2013, les temps d'échanges entre élus débouchent sur des contributions écrites du Club DD Girondin qui sont transmises au plan local et national.

Et maintenant ? Il faut envisager des rencontres territoriales du Club DD des élus à l'échelle des SCOT.



Transition sociétale

Caravane RIO 21

ZOOM : Concertation bien-être citoyen

Quoi ? Une consultation citoyenne sur la question du bien-être. Identifier les critères de bien-être individuels et collectifs des girondins, mesurer leur degré de bien-être et faire émerger des pistes d'actions pour améliorer le bien-être de tous.

Pourquoi ? Pouvoir apprécier la situation du territoire au regard de ce qui compte vraiment pour les gens et réaffirmer que le bien-être humain est au coeur du développement durable

Qui ? Sur la base d'une méthodologie proposée par la Fabrique Spinoza, de nombreux acteurs ont animé des espaces de consultation : la DREAL, Cap-Sciences, Graine Aquitaine, Pessac, CdC du Réolais, Mérignac, l'ADEME, Bassens, le CG33...

Où ? Sur tout le territoire girondin et sur les étapes aquitaines de la caravane Rio 21

Quand ? De Mars à Juin 2013

Comment ? Au travers d'ateliers citoyens (une quinzaine en Gironde), par la mise en ligne d'un questionnaire flash (700 réponses) et en menant des entretiens individuels (plus de 150 contributions).

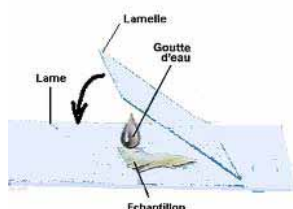
Et maintenant ? Présentation des résultats de la consultation.
8 et 9 octobre et accueil du Conseil de l'Europe (méthode SPIRAL)
Lancement de l'atelier de transformation coresponsabilité sociétale



Sous le microscope : La bourse aux compétences DD en Gironde



Derrière l'outil...



Lamelle n°1 : Problématique et hypothèses

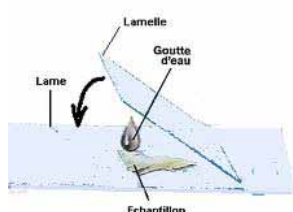
Le CDA21 mobilise en son sein un nombre croissant de compétences

Le passage à l'acte nécessite des compétences territoriales de DD spécifiques et interdépendantes qui n'existent pas chez un seul acteur.

Elles doivent se partager pour s'affûter.

On fait l'hypothèse qu'à l'échelle de la Gironde ces compétences territoriales de DD existent entièrement ou partiellement sur l'ensemble des acteurs.

(Et si l'hypothèse est fautive, on fait le pari que l'on peut individuellement et collectivement acquérir les compétences absentes ou nouvelles...)



Lamelle n°2 : les objectifs

Favoriser la transmission des savoir-faire c'est-à-dire permettre la mise en lien et la pérennisation des savoirs expérimentiels

Obtenir une collaboration accrue des acteurs du réseau c'est-à-dire permettre la mobilisation des ressources et initier de nouvelles synergies

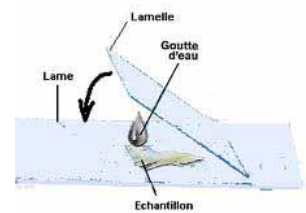
Structurer et doter la coordination des acteurs d'un support méthodologique c'est-à-dire modéliser un système expert à l'échelle du territoire girondin

Un fort enjeu de partage et de diffusion au sein du réseau et au-delà du réseau :

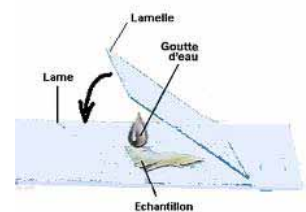
CONNAÎTRE POUR PARTAGER : un besoin de connaissance des compétences existantes au sein du réseau, pour « se mettre à disposition les uns des autres »

APPRENDRE LES UNS DES AUTRES : un besoin de repérage des compétences dans tous les champs du DD en particulier les sujets en émergence pour une montée en compétence collective

DEMULTIPLIER et DIFFUSER : un souhait d'impulser une dynamique territoriale multi-acteurs et citoyenne tout en renforçant la capacité du réseau à approfondir les champs du développement durable dans toute leur complexité.



Lamelle n°3 : Les enjeux



Lamelle n°4 : Les principes actifs

SEL de nous...

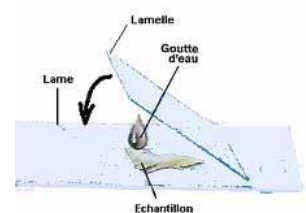
PRINCIPES ACTIFS

MOUVEMENT, ENVIE La bourse est « vivante » et s'enrichit au fur et à mesure de l'expérience acquise et partagée par chacun des membres. Il n'y a pas de hiérarchie entre les compétences échangées. Un échange = un échange. L'attestation de compétence est l'envie de la mettre en partage. L'évaluation se fait par les 2 parties à l'aune du partage réalisé

PARTAGE, RECIPROCITE La bourse en place des échanges fructueux et réciproques entre ceux qui donnent et ceux qui reçoivent. On ne saurait ainsi demander plusieurs fois sans avoir à son tour fait bénéficier les autres membres de son expérience.

APPRENTISSAGE Une fois une réponse reçue et mise en œuvre, on pourra considérer que la personne qui a fait la demande devient plus compétente à son tour et peut (dans un cadre d'enrichissement réciproque) partager son expérience acquise en retour.

AGILITE Le système vit et reste mouvant en terme d'identification des bons interlocuteurs de part la pertinence, l'efficacité et l'efficience des partages d'expérience en fonction de l'évaluation des résultats obtenus en retour.



Lamelle n°5 : la charte



Veillez accepter la charte d'utilisation de la Bourse de Compétences

La participation à la Bourse de compétences développement durable s'effectue dans l'acceptation de sa finalité, de principes généraux et d'engagements individuels.

La conduite de projet d'un Agenda 21 sollicite de nombreux champs de compétences. A ce jour, près de 62 collectivités et de nombreux partenaires sont membres du réseau girondin des Agenda 21, le Conseil Départemental des Agenda 21 de Gironde, représentant près de 650 personnes physiques impliquées.

La dynamique de réseau mobilise d'ores et déjà un nombre croissant de compétences. Formellement, personne n'est compétent en tout au sein du réseau. En revanche, une fois associées les compétences de chacun, le réseau peut certainement se prévaloir d'un important niveau de compétences partagées.

La bourse de compétences développement durable de la Gironde vise à l'amélioration des capacités locales de mise en œuvre du projet territorial de développement durable animé par les collectivités et mobilisant les acteurs girondins. A ce titre, elle contribue à l'amélioration continue du système constitué des acteurs girondins dont les compétences participent à développement durable.

En signant cette charte je m'engage à :

- partager mes compétences contribuant au projet territorial de DD
- m'inscrire dans une perspective de réciprocité des échanges à la fois comme offreur et comme demandeur
- participer à une dynamique d'apprentissage continu et de développement des capacités DD par et pour tous en Gironde

La bourse de compétences garantit l'anonymat des demandes et des réponses mais veille à la transparence de la nature et de la temporalité des échanges.

En signant cette charte, j'accepte les modalités opérationnelles suivantes :

- Renseigner en toute sincérité les informations que j'inscris dans la bourse de compétences, en particulier, dans l'autoévaluation de mes envies, de mes compétences et de mes savoirs et dans l'évaluation a posteriori de l'échange de compétences réalisé ;
- Actualiser mes niveaux d'envie et mon offre de compétences dans le respect de la périodicité prévue ;
- Décrire de façon détaillée et circonstanciée l'ensemble de mes demandes et propositions d'échanges de compétences ou de services, pour assurer un haut niveau de pertinence de la réponse proposée ;
- Respecter le principe de réciprocité, c'est-à-dire que je veille à me positionner initialement à la fois comme demandeur et comme offreur de compétences et qu'ensuite je veille à un équilibre entre mes demandes et mes offres d'échanges de compétences ou de services ;
- Evaluer de façon anonyme et sincère d'une part chacun des échanges dont j'ai bénéficiés et d'autre part chacune des demandes que j'ai formulées, sur la base des critères définis et partagés par tous les membres du réseau ;
- Répondre à toute demande qui m'est faite dans un délai maximal de 72 h, pour permettre aux demandeurs de relancer si nécessaire sa demande.



Depuis un an, la vie au réseau...



Aout 2012

22 et 23 août : Université d'été de la communication pour le DD

Septembre 2012

Vendredi 07 septembre _ Comité technique partenarial AàP Soutien aux Agenda 21 de Gironde volet Approfondissement « aménagement durable » et « solidarités écologiques »

Lundi 17 septembre _ Jury Trophées Agenda 21 de la Gironde

Octobre 2012

Mardi 02 octobre - Comité Régional des Agenda 21 de Gironde

Jeudi 04 et vendredi 05 octobre - Séminaire annuel du CDA21 à Bombannes

Vendredi 26 octobre _ Atelier informatique Bourse aux compétences développement durable

Vendredi 26 octobre _ GT Biodiversité

Lundi 29 octobre _ GT Manifestations responsables

Novembre 2012

Vendredi 09 novembre _ Atelier informatique Bourse aux compétences développement durable

Lundi 19 novembre _ Atelier informatique Bourse aux compétences développement durable

Mardi 20 novembre _ Atelier informatique Bourse aux compétences développement durable

Jeudi 22 novembre _ Séminaire d'exploration des controverses - Hostens 1/3

Lundi 26 novembre _ Atelier informatique Bourse aux compétences développement durable

Mardi 27 novembre _ Atelier informatique Bourse aux compétences développement durable

Jeudi 22 novembre _ Séminaire d'exploration des controverses - Hostens 2/3

Jeudi 29 novembre _ Atelier informatique Bourse aux compétences développement durable

Décembre 2012

Jeudi 6 décembre _ Jeudi 22 novembre _ Séminaire d'exploration des controverses - Hostens 3/3

Vendredi 07 décembre _ Formation action aménagement durable

Mardi 11 décembre _ Atelier SMICVAL sur les déchets

Vendredi 14 décembre _ GT biodiversité

Mercredi 19 décembre _ Journée technique du RAA

Janvier 2013

Jeudi 10 janvier _ Atelier mensuel du CDA21

Vendredi 18 janvier _ Formation action aménagement durable

Vendredi 18 janvier _ Club DD des élus girondins - Nouveaux indicateurs de richesse

Mardi 22 janvier _ Restitution du diagnostic ancrage territorial EDD La Réole

Jeudi 24 janvier _ Formation action solidarités écologiques

Jeudi 31 janvier _ Séminaire d'exploration des controverses - Lanton 1/3

Février 2013

Vendredi 1er février _ Atelier mensuel

Jeudi 7 février _ Séminaire d'exploration des controverses - Lanton 2/3

Jeudi 7 février _ Séminaire d'exploration des controverses - Lanton 3/3

Vendredi 15 février _ Formation action aménagement durable

Mardi 26 février _ Formation action solidarités écologiques

Mars 2013

Mardi 12 mars _ COPIL coopérative manifestation responsable

Mardi 19 mars _ Formation Caravane Rio 21

Mercredi 20 mars _ Formation Caravane Rio 21

Vendredi 22 mars _ Formation action aménagement durable

Lundi 25 mars _ Atelier préparation Appel à reconnaissance A21 local

Jeudi 28 mars _ Formation action solidarités écologiques

Jeudi 28 mars _ GT santé environnement - cartable sain

Vendredi 29 mars : Appui concertation Agenda 21 du Taillan Medoc

Avril 2013

Du 1er au 7 avril : Semaine Nationale du Développement Durable

Mardi 2 avril _ SEC La Réole

Jeudi 04 avril _ Atelier mensuel du CDA21

Vendredi 12 avril _ Club DD des élus girondins sur le Débat national pour la transition énergétique

Jeudi 18 avril _ Comité régional des Agenda 21

Vendredi 19 avril _ Formation action aménagement durable

Mardi 23 avril _ Formation action solidarités écologiques

Mardi 23 avril _ Manifestations agricoles : retours d'expériences et bonnes pratiques responsables

Jeudi 25 avril _ Atelier mensuel du CDA21 sur le Profil DD

Mai 2013

Jeudi 16 mai _ Atelier mensuel du CDA21 sur la gestion de la ressource en eau
Du 18 au 26 mai _ Animation du stand partenarial Caravane Rio 21 à la foire de Bordeaux
Mardi 21 mai _ Atelier Coresponsabilité sociétale, Agenda 21 de demain
Mardi 21 mai _ Formation action solidarités écologiques
Mercredi 22 mai _ Atelier Coresponsabilité sociétale, Agenda 21 de demain
Jeudi 23 mai _ Formation action aménagement durable
Samedi 25 mai _ Forum citoyen sur le bien-être avec la Fabrique Spinoza

Juin 2013

Lundi 3 juin _ Atelier Coresponsabilité sociétale, Agenda 21 de demain
Mardi 4 juin _ Atelier Coresponsabilité sociétale, Agenda 21 de demain
Jeudi 06 juin _ Comité régional des Agenda 21
Lundi 10 juin _ Formation Iso 26000 et RSO-conditionnalités
Jeudi 13 juin _ Formation action aménagement durable
Vendredi 14 juin _ Formation Iso 26000 et RSO-conditionnalités
Mercredi 19 juin _ Atelier appel à reconnaissance A21 local
Jeudi 20 juin _ Formation action solidarités écologiques
Mardi 25 juin _ GT biodiversité
Jeudi 27 juin _ Atelier Coresponsabilité sociétale, Agenda 21 de demain
Vendredi 28 juin _ Atelier Coresponsabilité sociétale, Agenda 21 de demain
Vendredi 28 juin _ Atelier mensuel du CDA21 sur la restauration collective

Juillet 2013

Jeudi 04 juillet _ Club DD des élus girondins sur la gestion de déchets
Jeudi 04 juillet _ COPIL annuel
jeudi 11 juillet (matin)_ Formation bourse aux compétences développement durable

Les RDV de la rentrée :

Aout 2013

23 et 24 août _ Université d'été de la communication pour un développement durable

Septembre 2013

jeudi 05 septembre (aprem) _ Formation bourse aux compétences développement durable
vendredi 06 septembre _ Formation bourse aux compétences développement durable
mercredi 11 septembre _ Formation bourse aux compétences développement durable
Vendredi 13 septembre _ Atelier mensuel du CDA21
Jeudi 19 septembre _ Formation action solidarités écologiques (AAP 2012-2014)
(à caler) _ Formation action aménagement durable (AAP 2012-2014)

Octobre 2013

Mardi 08 et mercredi 09 octobre _ Séminaire annuel du réseau

Jeudi 17 octobre _ Formation action solidarités écologiques (AAP 2012-2014)
Jeudi 24 octobre _ Atelier mensuel du CDA21
(à caler) _ Formation action aménagement durable (AAP 2012-2014)

Novembre 2013

Jeudi 07 novembre _ Formation action solidarités écologiques (AAP 2012-2014)
Vendredi 15 novembre _ Formation action solidarités écologiques (AAP 2012-2014)
Jeudi 21 novembre _ Atelier mensuel du CDA21

Décembre 2013

(à caler) _ Formation action solidarités écologiques (AAP 2012-2014)
Mardi 17 décembre _ Formation action solidarités écologiques (AAP 2012-2014)
Vendredi 20 décembre _ Atelier mensuel



**Séminaire annuel du CDA21
les 4 et 5 octobre 2012 à Bombannes**

A noter :
**le prochain séminaire annuel du CDA21
aura lieu les 8 et 9 octobre 2013**

**Réalisation : Mission Agenda 21 - Conseil Général de la Gironde - juillet 2013.
Pour plus d'info : agenda21gironde@cg33.fr**